

Novembre 2017

PALESTINE INFO



Les mythes sionistes • La dimension matérielle des expropriations •

Les racines coloniales de la Nakba • Le souvenir collectif • La censure en Allemagne

Édito

Peu après la commémoration du 10e anniversaire du blocus de Gaza et des 50 ans d'occupation, un autre événement historique, lourd de conséquences sera commémoré au cours des mois à venir: 70 ans ont passé depuis la Nakba, l'expulsion de masse des Palestinien-ne-s dans le cadre de la création de l'État d'Israël.

Comme nous le montrons dans ce numéro de Palestine Info, la Nakba n'a pas été un événement isolé. Ses racines remontent à des développements antérieurs, elle était déjà prévue notamment dans l'idéologie et dans le texte fondateur du sionisme. La mise en œuvre de la vision sioniste en Palestine a été un long processus colonial, dont la Nakba est le point culminant.

Elle se poursuit jusqu'à nos jours dans le refus d'Israël de reconnaître le droit au retour des réfugié-e-s et de leur descendance. D'autres expulsions ont lieu aujourd'hui, que ce soit dans les territoires occupés de Cisjordanie, à Jérusalem ou dans les villages bédouins du Néguev israélien. Dans les camps de réfugié-e-s et en Israël/Palestine, le souvenir de la Nakba n'est donc pas qu'un regard tourné vers le passé. Il est en lien avec la revendication de la fin d'une ségrégation ethnique et religieuse, du droit à l'autodétermination et au retour.

La politique de la Nakba en cours (« Ongoing Nakba ») est rendue possible par un formidable appareil de répression. Des rapports sur le « tourisme militaire » dans les territoires occupés ont montré récemment à quelles dérives conduit la militarisation en Israël (bit.ly/2xfZGpi). Dans la série « Destination Check-

point », dont nous reproduisons ici quelques photos, l'artiste et activiste genevoise Ariane Arlotti illustre l'omniprésence du militaire dans le territoire de la Palestine occupée et dans la société israélienne (pour plus d'info et la bio de l'artiste, voir www.destinationcheckpoints.com/) Ce travail s'inscrit dans le cadre d'une réflexion plus globale sur les migrations et sur l'industrie sécuritaire. De telles images plaident pour l'exigence d'un embargo militaire contre Israël. Les banques et les caisses de pension suisses investissent entre autres dans des entreprises d'armement israéliennes. C'est une des raisons pour lesquelles nous appelons à soutenir l'initiative du GSsA contre le commerce de guerre. Vous trouverez en annexe une feuille de signatures.

Dès fin 2017, une campagne sur la Nakba sera organisée dans toute la Suisse pendant un an, pour thématiser ce que représente cette catastrophe pour le peuple palestinien (voir encadré). L'État israélien et ses alliés réagissent de plus en plus agressivement à de telles initiatives et à l'exigence d'un boycott, de désinvestissements et de sanctions (BDS), comme le montre un rapport d'Allemagne en page 7.

Plutôt que de nous laisser intimider, nous apportons notre contribution à l'important travail éducatif au sujet de la Nakba, par le biais de ce numéro de Palestine Info. Nous vous remercions chaleureusement pour les dons reçus, sans lesquels ce travail n'aurait pas été possible.

Nous vous souhaitons une agréable lecture !

Campagne Nakba 2018 en Suisse :

70 ans de Nakba – Justice pour les Palestinien-ne-s

A partir de novembre 2017 sera commémoré pour la 70e fois le début de la Nakba, le nettoyage ethnique de la Palestine réalisé par l'armée des forces sionistes. Les principales institutions d'Israël et leurs soutiens dans le monde entier ont réussi à diffuser une image de l'Histoire qui fait sombrer dans l'oubli cette injustice. Au cours de l'année à venir, le mouvement de solidarité suisse avec le peuple palestinien veut rappeler cette réalité et montrer qu'il existe des solutions pour une paix juste au Proche-Orient. Des mesures doivent être prises afin de pousser l'État d'Israël à respecter les droits humains et le droit international, y compris celui du retour des réfugié-e-s palestiniens.

Dans ce but, deux événements d'ouverture marqueront en novembre 2017 le début d'une campagne qui aura lieu sur l'ensemble de la Suisse pendant un an. Le 11 novembre, l'historien palestinien Nur Masalha et l'activiste palestinienne Abeer Kopty débattront sur l'histoire de la Nakba et les perspectives pour le peuple palestinien. C'est le journaliste Andreas Zumach qui animera le débat. A Genève, la campagne sera lancée le 16 et 17 novembre, en présence de l'anthropologue Ricardo Bocco. Davantage de détails sur les événements et d'informations sur la campagne: www.nakba-2018.ch

Légende et vérité

Hanspeter Gysin

Le « mythe fondateur » d'Israël s'appuie principalement sur l'affirmation que la résolution 181 des Nations Unies aurait donné le feu vert à la création d'Israël dans son état actuel, et que la guerre était inévitable, étant donné que les voisins arabes auraient attaqué, le 15 mai 1948, le petit État nouvellement fondé. Un aperçu critique sur cette interprétation répandue.



Même les prises de position publiques qui défendent les droits du peuple palestinien reprennent assez souvent ces stéréotypes de l'historiographie sioniste, pourtant clairement réfutés par diverses études historiques.¹

Quelle était la décision des Nations Unies ?

La résolution des Nations Unies du 29 novembre 1947² propose un partage (inéquitable) du territoire palestinien sous mandat britannique. Elle contient surtout des formules générales : en l'espace de deux mois

après le départ des troupes britanniques (annoncé en février 1947 et prévu pour le 1er août 1948 au plus tard), des « États indépendants arabe et juif » devaient être créés « en Palestine ». Jérusalem (y compris Bethléem) devait être soumise à un régime spécial surveillé par les Nations Unies. Une commission nommée par l'ONU devait commencer, pendant cette « période de transition », à prendre « des dispositions en vue de fixer les frontières ». L'administration devait être « progressivement » transmise aux deux États. La surveillance politique et militaire générale

1 À lire :
Simcha Flapan : *The birth of Israel*. Flapan ne s'est jamais distancié de l'idée sioniste de la colonisation de la Palestine. Il souhaitait simplement une solution pacifique.
Ilan Pappé : *Le nettoyage ethnique de la Palestine*.
2 www.france-palestine.org/La-resolution-181

Chronique de la Nakba

Fin du XIXe siècle : Le sionisme politique apparaît sous l'influence du nationalisme qui se développe en Europe.

1878 : La première implantation juive est créée à Petah Tikva comme partie du Nouveau Yishouv. Le mouvement sioniste n'est encore que très peu organisé.

1896 : Theodor Herzl publie « L'État des Juifs » (« Der Judenstaat ») à Vienne. Il y déclare que l'assimilation des juifs/juives n'est pas possible, raison pour laquelle il leur est nécessaire de créer leur propre État national en Palestine. Ce texte représente le fondement de la conquête sioniste de la Palestine.

1897 : Le premier congrès sioniste a lieu à Bâle. Fondation de l'Organisation sioniste mondiale.

1898 : Herzl écrit à l'empereur allemand Guillaume II et demande à la « puissante Allemagne » de soutenir et de protéger l'établissement d'un État juif.



Affiche de la milice Irgoun de 1935, avec les contours du Grand Israël, tels qu'ils sont envisagés.

Photo couverture : Affiche de commémoration de la Nakba, à laquelle a été attribué le prix Al Awda par l'ONG Badil (voir encadré page 16)

devait être exercée par la commission de l'ONU. Les Nations Unies devaient garantir « des droits égaux, sans discrimination » et le respect des « droits humains ». En outre les deux États devaient former une « union économique » avec une monnaie commune et une infrastructure partagée, à savoir « des chemins de fer, des routes communes aux deux États, des services postaux, télégraphiques et téléphoniques, et des ports et aéroports ». L'accès à l'eau et aux sources d'énergie devait être garanti « sur une base non discriminatoire ».

La résolution déclare expressément qu'aucune « expropriation d'un terrain ne sera autorisée », et qu'en cas d'expropriation pour cause d'utilité publique, « le propriétaire sera entièrement indemnisé ». Jusqu'à leur retrait complet, les troupes britanniques devaient rester responsables de la sécurité des deux parties, et transmettre progressivement toutes les fonctions gouvernementales aux administrations respectives. Le Plan a été adoptée par 33 voix contre 13 oppositions et 10 absentions. Le texte de la résolution 181 se basait sur divers plans élaborés auparavant par les Britanniques en vue de créer en Palestine arabe un « foyer national juif », à commencer par la déclaration Balfour du 2 novembre 1917. Dans un esprit de supériorité coloniale par rapport aux populations d'autres continents, ces plans ont été élaborés

sans consultation des êtres humains vivant dans la région, et d'ailleurs en violation du « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », principe pourtant postulé par l'ONU elle-même.³ Le Plan de partage prévoyait en outre que la minorité juive, qui était généralement immigrée, devait disposer de plus de la moitié du territoire, et de surcroît des terres les plus fertiles et les plus riches économiquement.

Qu'a fait la direction sioniste ?

Peu après l'adoption de la résolution de novembre 1947, les milices terroristes sionistes⁴ renforcent leurs attaques contre les villages arabes. Contrairement à ce que prétend la propagande sioniste, ces actions ne sont donc pas une riposte à une « invasion » arabe, qui ne se produira que six mois plus tard. La présence des troupes britanniques et de la police coloniale entrave dans un premier temps le déploiement de la violence. Toutefois ces instances se montrent passives, et ne réagissent généralement pas aux attaques lancées contre les villages et les quartiers palestiniens. Les années précédentes, des troupes de reconnaissance sionistes spécialement constituées avaient soigneusement exploré et documenté toutes les régions habitées par les populations arabes. Ce travail de reconnaissance sert ensuite à élaborer des plans visant à « améliorer »

Qu'est-ce que l'ONU en 1947?

Les Nations Unies comptent aujourd'hui 194 gouvernements en tant que membres. Leurs décisions continuent de refléter les intérêts des anciens empires que sont la Grande-Bretagne, la France et les États-Unis ainsi que la Russie et la Chine. Ces puissances se réservent le droit d'opposer leur veto exclusif aux décisions qui sont contraires à leurs intérêts. En 1947, un an après la création de l'ONU, celle-ci est constituée des gouvernements de 57 États, avec une forte influence des vainqueurs de la guerre contre l'Allemagne nazie qui vient de se terminer. Plusieurs pays membres sont encore sous contrôle colonial direct ou indirect. La Jordanie, le plus proche voisin de la Palestine, n'appartient même pas encore à l'ONU. Les Nations Unies sont donc un organe à la représentativité douteuse, marqué par une dépendance fatale.

le territoire de l'État juif. C'est après la mise en œuvre du plan A et du plan B – plus de deux mois avant l'annonce officielle de la naissance de l'État juif – qu'intervient la mise en exécution du plan Dalet (D), élaboré par la Haganah. Ce plan décrit en détail les territoires à conquérir, et aussi la manière de conduire leur évacuation et leur destruction. Le nettoyage ethnique était minutieusement préparé par les services secrets.⁵ La proclamation de l'État d'Israël se fait en coup de force, contrairement aux intentions et au calendrier des Nations Unies, et en violation des conditions explicitement prévues par la résolution 181. Les forces sionistes jouent la politique du fait accompli, empêchant d'entrée de jeu toute solution pacifique. Durant les décennies précédentes, les sionistes étaient nombreux à revendiquer le nettoyage ethnique plus ou moins complet de la Palestine, qui sera finalement exécuté en très peu de temps.⁶ Le territoire attribué à l'État arabe est envahi, avec Jérusalem Ouest, qui devait en principe

être une zone internationale (multi-religieuse). L'ONU, qui avait promis de garantir une transition pacifique, n'a pas la volonté, ou la capacité, de faire cesser l'agression sioniste.

Le déroulement du nettoyage ethnique

Dès l'été 1947 – plusieurs mois avant la résolution de l'ONU – la Haganah commence à mobiliser des combattants et à les organiser en brigades.⁷ Les villages arabes et leurs infrastructures subiront plusieurs attaques militaires et terroristes. Des luttes s'engagent avec des Palestiniens armés qui entendent se défendre. À partir de décembre 1947 – juste après l'adoption de la résolution 181 – les milices sionistes renforcent leurs actions de nettoyage ethnique. C'est le début de la dépopulation des quartiers arabes de Jérusalem Ouest et des villages des alentours. Parmi les nombreux massacres, le plus connu est probablement celui du village de pasteurs de Deir Yassin, perpétré le 9 avril. Un autre massacre aura lieu le 12 avril à Nasr al'Din, près de Tibériade. Peu après, le nettoyage ethnique s'étend à la région du lac de Tibériade, avec les localités de Safed et de Tibériade. À partir du 13 avril, les attaques se dirigent contre les localités de l'Ouest de la Galilée. Habitations, fabriques, entrepôts alimentaires et bétail, tout est réquisitionné ou détruit, les biens sont pillés. La population subit des tortures, des exécutions et des viols. Le 21 avril verra les premières attaques de la Haganah contre les quartiers arabes de la ville de Haïfa,

encore occupée par les troupes britanniques, et dont le port devait recevoir des livraisons d'armes destinées aux milices sionistes.⁸ Des dizaines de milliers de personnes sont chassées de leur domicile. Fin avril, après avoir attaqué les villes arabes de Lydda et Ramla, les milices sionistes reprennent peu à peu les bases militaires britanniques de la région, en particulier l'aérodrome voisin de Beit Daras, qui servira peu après à l'atterrissage des cargaisons d'armes. C'est aujourd'hui le site de l'aéroport nommé Ben Gourion. L'attaque de la ville arabe de Jaffa (près de Tel Aviv) intervient à partir du 4 mai, suivie du nettoyage ethnique et de la destruction des localités dans un périmètre plus ou moins proche. Ce ne sont pas les populations juives, mais bien les populations arabes qui sont alors littéralement jetées à la mer, quand elles essaient de rejoindre Gaza par voie maritime. Tout cela se passe alors que les troupes britanniques sont encore en charge du pouvoir policier et militaire en Palestine, donc avant la proclamation de l'État d'Israël et l'intervention des pays voisins arabes. Le 14 mai, le jour où l'État d'Israël déclare son indépendance, et la veille de la dissolution formelle de l'occupation britannique (qui a lieu le 15 mai 1948), plus d'un tiers de la population palestinienne est déjà chassée ; 200 villages ont été soumis au nettoyage ethnique ; toutes les villes sont occupées et en partie vidées de leur population, y compris celles situées sur le territoire qui devait faire partie de l'État arabe ; huit quartiers de Jérusalem

1901 : Herzl rencontre pour la deuxième fois le sultan turc Abdülhamid II à Istanbul. Il propose que l'Organisation sioniste mondiale paye les dettes turques en échange de son soutien à un État juif en Palestine.

1905 : Chaim Weizmann se lie d'amitié avec le parlementaire conservateur britannique Arthur James Balfour. Avec d'autres sionistes, il entreprend une action de lobbying auprès du gouvernement britannique en faveur d'un état sioniste en Palestine.

1914 : Durant la Première Guerre mondiale, l'Empire ottoman se range du côté de l'Allemagne et perpète un génocide contre les Arméniens. La Grande-Bretagne combat les troupes turques en Irak.

1915 : Les Hachémites se rangent du côté de la Grande-Bretagne et se soulèvent contre l'Empire ottoman.

1916 : Avec l'accord Sykes-Picot, la France et la Grande-Bretagne se partagent le Moyen-Orient. La Palestine est incluse dans la zone britannique. Cet accord restera secret jusqu'en 1917.

³ www.un.org/fr/charter-united-nations

⁴ Principale milice sioniste, la Haganah est fondée en 1920 et coopère avec les troupes de colonisation britanniques, contre la population arabe de Palestine. En 1941 est créé le Palmach, unité d'élite de la Haganah, responsable des attaques par infiltration. L'Irgoun (dirigée par Menahem Begin, qui deviendra finalement premier ministre d'Israël) est une scission de la Haganah qui se crée en 1931. La Lehi/bande Stern (dirigée par le futur premier ministre israélien Yitzhak Shamir) est à son tour une scission à droite de l'Irgoun. Le 31 mai 1948, ces trois milices sont fusionnées pour devenir l'Armée de défense d'Israël (IDF). Voir aussi Pappé, deuxième chapitre ou Flapan, premier chapitre.

⁵ Voir Pappé, ibidem, et Flapan, ibidem.

⁶ Herzl en 1895 : « Nous essaierons de pousser la population sans le sou de l'autre côté de la frontière en lui donnant des emplois dans les pays de transit, tout en lui refusant le travail dans notre pays. »

Ben Gourion en 1938 : « Je suis pour le transfert forcé. Je n'y vois rien d'immoral. »

Yosef Weitz en 1940 : « Il n'y a pas d'autre moyen que de transférer les Arabes d'ici vers les pays voisins » « Pas un village ne doit rester, pas une tribu » « Le transfert doit être organisé vers l'Irak, la Syrie et même la Transjordanie » « Et c'est seulement après ce transfert que le pays sera à même d'accueillir des millions de nos frères ».

Autres exemples dans Pappé, quatrième chapitre ou Flapan, premier et quatrième chapitre.

⁷ Les brigades sionistes de la Haganah : « Golani » pour l'Est de la Galilée et la zone le long du Jourdain ; « Carmeli » pour l'Ouest de la Galilée et Haïfa ; « Givati » pour la zone Sud près de Beersheva ; « Negev » pour le Negev, au Sud ; « Alexandroni » pour la partie centrale de la Palestine et pour la région côtière ; « Etzioni » pour Jérusalem et les environs ; « Kiryati » pour Tel Aviv et les environs ; ainsi que « Yftach », « Harel » et « Odet ».

⁸ Opération BALAK est le nom d'une initiative visant à l'acquisition d'armes. Des livraisons d'armements en provenance de Tchécoslovaquie avaient été convenues avec Staline. Ces livraisons comprennent des mitrailleuses, des blindés et de l'artillerie lourde, mais aussi 25 avions Messerschmitt M-109 tchèques. S'y ajoutent plusieurs douzaines d'avions de chasse britanniques de type Spitfire, et trois avions B-17, qui sont des forteresses volantes en surplus après la fin de la guerre mondiale. En outre les sionistes disposent de leurs propres usines d'armements (armes de petit calibre et munitions, mais aussi mortiers/lance-grenades 76 mm, lance-flammes et barils explosifs).



Les bombardiers B 17 sur un timbre israélien de commémoration.

sont conquis ; et 39 localités proches de Jérusalem sont rasées. Isdud (Ashdod de son nom israélien actuel) et Majdal (aujourd'hui la ville israélienne d'Ashkelon) sont bombardées le 29 mai – 14 jours après la proclamation de l'État israélien. Il s'ensuit la conquête complète et le nettoyage ethnique de Beersheba puis, du 12 au 16 juin, des villes de Lydda et Ramla. Les populations mises en fuite sont en partie poussées à des marches de la mort, sans ravitaillement et sans destination. En juillet 1948, sous le feu de l'artillerie lourde, toute la province d'Acre, avec la ville d'Acco, dans le Nord de la Galilée, finit par capituler. C'est la dernière zone de terres fertiles et riche en eau, initialement prévue pour faire partie de l'État palestinien, qui tombe aux mains des forces sionistes. L'escalade de la guerre a donc clairement été déclenchée non par les Arabes, mais par les sionistes, dans une démarche certes risquée, mais appuyée sur une supériorité militaire indiscutable, et assurée d'un large soutien en Occident et en Orient.

MACHAL est le nom de l'organisation qui entretient alors des centres de recrutement partout dans le monde. Elle dirigera vers les milices sionistes, et plus tard vers l'armée israélienne, des milliers de volontaires militairement formés durant la Seconde Guerre mondiale, appelés mahalniks, pour faire la guerre en Palestine. Aujourd'hui encore, Mahal continue de recruter des volontaires pour l'armée israélienne, parmi eux aussi quelques citoyen·e·s suisses.

Pourquoi les dirigeants des pays arabes sont-ils intervenus ?

Les premières unités militaires arabes interviennent alors que des centaines de milliers de personnes sont déjà déplacées, et s'entassent dans les villes et les camps de réfugiés surchargés des environs. C'est à ce moment-là seulement que les dirigeants arabes décident d'intervenir, notamment en raison du mécontentement

de leurs propres populations, et pour ne pas complètement perdre la face. Leurs motifs respectifs sont très divers. Ainsi l'émir jordanien Abdallah entend s'approprier la partie de la Palestine qui devait former l'État arabe, pour réaliser une « Grande Syrie » comprenant également le territoire syrien et même une partie de l'Arabie saoudite voisine. En Égypte, le roi Farouk veut empêcher un tel projet par tous les moyens, préférant créer en Palestine un État croupion sous son influence. Son intention était aussi d'empêcher la création de nouvelles bases militaires britanniques proches de son territoire. Par ailleurs, pendant les opérations de nettoyage ethnique, plusieurs entretiens ont lieu entre les dirigeants sionistes et Abdallah à propos des limites de l'intervention de ce dernier, et sur la possibilité d'un « transfert » de population de Palestine en Jordanie.

De quoi se composent les « armées arabes » ?

Les dirigeants arabes de Jordanie, d'Égypte et d'Irak étaient des dictateurs installés par les puissances coloniales. Quelques années auparavant, leurs pays étaient encore sous contrôle colonial total. En 1948, il y a encore une présence de troupes britanniques en Égypte, en Irak et en Jordanie. Le dirigeant de l'Irak, le roi Fayçal II, a les mains liées en raison des investissements britanniques massifs dans les champs de pétrole irakiens, et est totalement dépendant des officiers et des armes britanniques. La Syrie, libérée du joug colonial deux ans auparavant, est déjà formellement une république dirigée par le président Shukri al-Kouatli, et n'a pas l'intention de se mettre sous la tutelle de son voisin Abdallah. La Syrie coopère donc avec l'Égypte du roi Farouk. La petite armée libanaise de 1948, éclatée par des divisions confessionnelles, n'est même pas en mesure de défendre ses provinces

du Sud et d'empêcher le massacre commis par l'armée israélienne sur son territoire, dans le village frontière de Houla. L'armement des Arabes remonte majoritairement à la Première Guerre mondiale, certaines de leurs unités sont des guerriers bédouins à dos de chameaux. En 1948, la seule armée arabe qui dispose d'un effectif relativement efficace et expérimenté est la Légion arabe d'Abdallah et de son Royaume Hachémite de Jordanie. C'est en fait une garde personnelle, à cette époque commandée par des officiers britanniques. Le commandant en chef est un militaire anobli du nom de Sir John Bagot Glubb. Cette troupe se voue surtout au combat contre ce qui reste de la résistance palestinienne locale et contre les adversaires égyptiens, et accessoirement à la lutte contre le nettoyage ethnique des sionistes. En fait la Légion arabe ne mettra jamais le pied sur le territoire prévu par les Nations Unies pour l'État juif, en dehors de quelques escarmouches. Les Jordaniens se limitent, de fait, à défendre la Cisjordanie actuelle, tandis que les Égyptiens se concentrent sur les environs de Gaza. Les Syriens luttent dans le Nord de la vallée du Jourdain et en Galilée, avec des troupes irakiennes et une troupe de volontaires qui se nomme l'Armée de libération arabe.⁹ Tous ces combats ne touchent qu'exceptionnellement le territoire prévu pour l'État juif. Le mythe du petit État juif sans défense, attaqué par des armées arabes supérieures en nombre, repose donc sur une imposture historique.

Remarque : L'auteur part du principe qu'une population résidente, militairement attaquée par des puissances ennemies, dispose du droit, reconnu en droit international, de se défendre contre son oppression, par tous les moyens disponibles. Dans cette perspective, la population palestinienne avait le droit, à tout moment, de se défendre contre des occupants comme la puissance coloniale britannique et ses collaborateurs, les colons sionistes armés.

⁹ L'Armée de libération arabe était une troupe de volontaires financée par la Ligue arabe, dont la tâche était en principe de protéger le territoire palestinien prévu pour l'État arabe. Étant donné la diversité des intérêts des dirigeants arabes, l'Armée de libération s'avère plutôt une concurrence qu'un soutien à la résistance palestinienne.

Une bonne campagne d'en bas est combattue par en-haut

www.bds-kampagne.de

Ces derniers temps, dans plusieurs villes allemandes, des politiciens de différents bords politiques ont déposé des motions visant à interdire l'attribution de salles pour des événements organisés par BDS. Cette offensive contre la liberté d'expression s'accompagne de dénonciations répétées en ce qui concerne le contenu de la campagne BDS.

En août 2017, la municipalité de Francfort/M a voté en faveur d'une motion présentée par le maire conservateur Uwe Becker (CDU), sous le titre: « Action contre le mouvement antisémite BDS ». BDS y est accusé d'utiliser le boycott et la diffamation pour délégitimer l'État d'Israël. En juillet, les groupes parlementaires du SPD et du CSU au conseil municipal de Munich ont présenté la motion «Contre tout antisémitisme! – Aucune collaboration avec le mouvement BDS (boycott, désinvestissement et sanctions) antisémite ». On peut y lire : «... ni les objectifs de la campagne BDS ni les attitudes antisémites qui s'y rattachent ne sont compatibles avec une société urbaine démocratique, respectueuse et ouverte. » Michael Müller, le maire social-démocrate de Berlin, dont le parti avait déjà déposé une motion identique au mois de mai 2017, surenchérit dans une interview avec le journal « Jüdische Allgemeine », où il affirme : « BDS s'installe devant des magasins juifs en brandissant des emblèmes antisémites. Ce sont des méthodes intolérables, propres au nazisme. » Selon Müller, une interdiction permanente, juridiquement soutenable, d'attribution des salles est actuellement examinée. Le groupe parlementaire du PS au conseil municipal de Cologne est susceptible d'entreprendre une démarche analogue.

Le contenu des quatre motions, qui n'ont pas encore été votées dans les instances concernées, est presque identique : Il s'agit d'empê-

cher de louer des locaux de la ville ou des institutions municipales pour des activités BDS et de refuser des subventions aux associations et organisations soutenant ces activités. Les propriétaires privés sont incités à faire de même. Cela revient en fait à diffamer le mouvement BDS comme étant antisémite, sans plus d'explications, et de l'identifier au nazisme. Même si ces assimilations sont dénuées de fondement et font preuve d'un manque total d'acuité historique, elles ne sont pas surprenantes. Les succès internationaux de la campagne BDS ont interpellé les leaders politiques. Leur soutien inconditionnel à la politique israélienne, en particulier en Allemagne, se voit contesté par les succès de ladite campagne.

Un climat agressif

Au même moment, le 20 septembre 2017, l'artiste britannique Kate Tempest a annulé le spectacle qu'elle devait donner à Berlin le 6 octobre. Elle a justifié sa décision en affirmant : « Ce contexte ne serait ni approprié ni sûr pour présenter mon art ». Elle avait reçu de nombreux messages haineux par courriel ainsi que des menaces parce qu'elle avait signé, avec plus de mille autres artistes, un appel au boycott culturel d'Israël, lancé par les Artistes pour la Palestine au Royaume-Uni.

Un coup d'œil sur l'Europe

L'attitude des politiciens allemands n'est pas partagée par la Commission européenne, qui défend une

toute autre position. En réponse à la question posée par la députée européenne Martina Anderson en ce qui concerne la protection du droit des militants BDS à exercer leur liberté d'expression démocratique, Federica Mogherini, vice-présidente de la Commission européenne, a déclaré au nom de la Commission: « L'UE protège la liberté d'expression et de réunion conformément à sa Charte des droits fondamentaux, applicable sur le territoire de tous les États membres, également en ce qui concerne les activités BDS qui y sont menées. Selon une décision de la Cour européenne des droits de l'homme, la liberté d'expression s'applique aussi aux informations et aux idées «qui heurtent, choquent ou inquiètent l'État ou une fraction quelconque de la population». »

Notre réponse à la répression d'en haut est la solidarité internationale d'en bas!

Post-scriptum: 28.09.2017: La motion déposée par Uwe Becker a été approuvée sous réserve que la municipalité de la ville de Francfort /M examine la question, à savoir si et comment le contenu de cette motion serait applicable et rende compte de ses conclusions (voir en allemand bit.ly/2wyCpLZ), en d'autres termes qu'elle examine si la ville est autorisée à refuser des locaux au mouvement BDS et si cette mesure tiendrait devant un tribunal (voir Frankfurter Rundschau du 29.09.2017: bit.ly/2wzJnR3)

Liens (en allemand)

Francfort : bit.ly/2fv7jOt

Munich : bit.ly/2xH3Api

Berlin : Communiqué du Conseil central des Juifs en Allemagne : bit.ly/2fxnCu0
Interview Jüdische Allgemeine bit.ly/2xQ0W2D

Commission de l'UE concernant BDS: bit.ly/2rCBdrz

La catastrophe avant la catastrophe

Birgit Althaler

Le changement dramatique de la réalité démographique et spatiale qui a eu lieu en Palestine au cours de la Nakba est relativement bien connu. En comparaison, la dimension matérielle l'est beaucoup moins. Et les conditions antérieures à l'appropriation en force du pays par le mouvement sioniste à partir de novembre 1947 sont encore plus rarement thématiques.



Début 1949, la part de la population juive dans l'ancien territoire du mandat en Palestine représentait 80% de la population et elle avait placé sous son contrôle 77% des terres. Deux ans plus tôt, la part de la population juive était inférieure à un tiers et les propriétés terriennes juives, privées ou communautaires, se limitaient à environ 7%.

Quelques 500 localités palestiniennes ont été vidées de leur population puis détruites, au cours de ces deux ans. La majorité des Palestiniens des villes ont été expulsés également et à Jaffa, Haïfa et Tibériade, ils sont devenus une petite minorité. Seuls 81 villages palestiniens ainsi qu'une unique ville, Nazareth, sont restés intacts. Depuis lors et jusqu'à aujourd'hui, toute expansion économique au-delà de la zone urbaine primaire, p. ex. par la création de zones industrielles ou de centres commerciaux, y est empêchée,

comme c'est le cas dans les autres communes et quartiers palestiniens.

Dimension de l'appropriation

En plus de leurs biens, les réfugiés palestiniens ont abandonné leurs maisons et appartements, avec mobilier et biens ménagers, leurs bêtes, leurs véhicules et leurs machines agricoles, leurs bâtiments tels que les écoles, les cliniques et les hôpitaux, les mosquées et les églises, les commerces, les bureaux, les centres commerciaux, les ateliers et les entreprises avec leurs dépôts, les banques avec leurs avoirs, les moyens de transport et de télécommunication, les parcs publics et tant d'autres choses encore. Pour la minorité de Palestiniens restés dans le pays, les conditions-cadres ont changé de manière radicale. Les paysans n'avaient souvent plus accès ni à leurs terres ni à leur maison. Pour les commerçants et les

artisans, les marchés d'approvisionnement et de vente se sont écroulés. Le contrôle de toute l'infrastructure ainsi que des ressources est tombé entre les mains d'un mouvement colonial, dont l'intention était de remplacer l'ancienne population. La Cisjordanie et la bande de Gaza ont gardé leur caractère arabe, mais elles ont dû faire face à la nécessité soudaine de s'occuper d'une énorme communauté de personnes réfugiées et à une isolation du reste du pays. «Du point de vue matériel, la Nakba a fracassé les structures socio-économiques de la Palestine. L'économie arabe a été pratiquement détruite», écrit l'historien et expert du Proche Orient, Michael R. Fischbach.

La valeur des biens privés abandonnés, sans compter les terres de pâturage communautaires, les propriétés communales, etc., a été estimée à près de 820 millions de dollars américains (valeur à l'époque) par une commission de l'ONU. Des calculs ultérieurs effectués par des économistes palestiniens et d'autres experts ont obtenu un résultat de près de 1625 mio \$, en terres perdues, 954 mio \$ en bâtiments abandonnés et jusqu'à 453 mio \$ en biens meubles. Du point de vue de la dimension et de la transformation totale du pays en moins d'un an et demi, d'autres conquêtes coloniales paraissent bien modestes, en comparaison. La Nakba a offert au mouvement sioniste et au nouvel État d'Israël un butin de guerre considérable, en ressources économiques pour lesquelles il n'y a eu aucune compensation jusqu'à aujourd'hui, et encore moins de remboursement.

Capital historique des colonies

Pour les Palestiniens comme pour le mouvement sioniste, la Nakba présente indiscutablement un tournant. Toutefois, la focalisation sur la Nakba comme événement catastro-

phique et surtout sa réduction erronée à une guerre entre le futur État d'Israël et les pays arabes voisins occulte l'histoire qui la précède ainsi que les conditions-cadres coloniales du projet sioniste en Palestine. Il s'agit là de la thèse de l'anthropologue australien Patrick Wolfe, qui a traité en profondeur des différentes formes des colonies sionistes. Dans une analyse des conditions préalables de la Nakba, il décrit des parallèles entre le sionisme et d'autres mouvements coloniaux, mais aussi des particularités du projet sioniste.

Le sionisme comme exemple classique d'un colonialisme d'implantation se caractérise par l'intention de remplacer la population indigène par ceux-ci. Comme d'autres mouvements coloniaux, le sionisme a également pu mobiliser un capital historique de savoir économique, technologique, militaire et culturel, qui s'appuie sur plusieurs siècles d'expérience de colonialisme européen. Un capital dynamique, personnel et financier, renouvelable de manière quasiment inépuisable a heurté de front une société indigène disposant de ressources relativement peu renouvelables. La Palestine n'était intégrée au capitalisme global que de manière marginale, par le biais de la politique coloniale de l'Empire ottoman et de la Grande-Bretagne. Le mouvement sioniste a pris la succession de l'empire colonial britannique sur le déclin, qui lui a offert un soutien juridique, matériel, logistique et militaire.

Le sionisme se distingue d'autres mouvements de colonisation par deux aspects fondamentaux : d'une part, comme courant mondial, il a évité la création d'un lien étroit avec une unique « mère patrie ». Le capital financier a été levé dans le monde entier, le capital humain essentiellement en Europe de l'Est, tandis que les dirigeants étaient plutôt originaires d'Europe de l'Ouest. Cette absence relative de lien fort a permis de défendre des intérêts propres de manière pragmatique et, en cas de besoin, aussi contre la volonté de la puissance coloniale, surtout durant

les brèves phases de dissonance, lorsque la puissance mandataire britannique a voulu limiter l'immigration et l'acquisition de terres.

Création de territoires exclusifs

D'autre part, jusqu'en 1947, les sionistes tenaient à acquérir les terres légalement, du moins dans le respect formel des lois coloniales existantes, plutôt que de les conquérir militairement. Toutefois, la dimension militaire de la répression des protestations arabes a joué un rôle non négligeable. Les milices sionistes ont alors collaboré avec les Britanniques. Pour l'acquisition des terres, le cadre légal et les données socio-économiques ont été utilisés de manière habile et pragmatique, par exemple avec l'achat chez des grands propriétaires terriens qui n'exploitaient pas eux-mêmes le sol, l'acquisition de terrains par des intermédiaires ou par la non-reconnaissance de droits fonciers traditionnels. La création de territoires reliés, en vue de l'État exclusivement juif à créer, avait la priorité absolue, même lorsque les terrains n'avaient pas de valeur économique particulière. Une partie du pays est même restée inutilisée, puisque le nombre de colons immigrés ne suffisait pas pour l'exploitation. Ces terres avaient été achetées dans un but stratégique à long terme.

Pas d'obligation de rentabilité

Un autre avantage unique de l'entreprise sioniste coloniale a été que les investisseurs du mouvement sioniste global n'attendaient pas de revenu sur leur investissement. Dans ces conditions confortables, le Jewish National Fund a, par exemple, pu s'endetter de manière considérable, afin d'acquérir autant de terres disponibles que possible, compte tenu de la menace de restrictions britanniques. Jusqu'à aujourd'hui, l'État d'Israël profite d'une injection de capital non liée à des rendements, concrètement sous forme de soutien financier par des organi-

2 novembre 1917 : Balfour, devenu Ministre britannique des affaires étrangères, publie une déclaration en faveur d'un Foyer juif en Palestine. A cette époque, 600'000 Palestiniens et 55'000 juifs/juives vivent sous mandat britannique.

30 novembre 1917 : Les troupes britanniques occupent Jérusalem. Peu après, Weizmann prend la présidence d'une commission sioniste en charge d'organiser l'immigration juive.

1920 : Fondation de la première milice sioniste, la Haganah. Les conférences internationales de Sèvres (F) et San Remo (I) préparent la dissolution de l'Empire ottoman et le système de mandat franco-britannique au Moyen-Orient basé sur l'accord Sykes-Picot.

1922 : Le mandat britannique sur la Palestine est formalisé. Il englobe tant la Palestine que la Transjordanie à l'est du Jourdain. Ultérieurement, ce mandat sera divisé en deux zones distinctes.

1923 : La Grande-Bretagne met un frein à une immigration juive massive, suite aux protestations de la population palestinienne résidente.

1929 : L'immigration juive est à nouveau libéralisée. Les Palestiniens se soulèvent contre la colonisation sioniste. Cette révolte est écrasée par la puissance coloniale britannique.

1931 : Menahem Begin, futur premier ministre israélien, fonde l'Irgoun, une milice sioniste.

1936-1939 : Nouveau soulèvement des Palestiniens qui attaquent des objectifs tant sionistes que britanniques. A son apogée au printemps 1938, le soulèvement compte près de 15'000 combattants armés. La puissance coloniale britannique réprime brutalement cette révolte avec l'aide de milices sionistes : l'économie palestinienne est mise à genoux, la vieille ville de Jaffa est presque totalement détruite, environ 10% des Palestiniens en âge de combattre sont soit internés soit contraints de fuir.

10 mars 1947 : Le plan Dalet, le quatrième du genre, est transmis à la Haganah, une organisation paramilitaire. Ce plan contient les directives pour la conquête de la Palestine, y compris par le nettoyage ethnique et l'expulsion de la population palestinienne.

29 novembre 1947 : L'ONU nouvellement créée propose un plan de partage de la Palestine mandataire en un État juif et un État arabe.

Fin novembre 1947 : Les milices sionistes commencent le nettoyage ethnique de villages palestiniens et de certains quartiers des villes.

19 mars 1948 : Le président US Harry Truman refuse la partition de la Palestine.

14 mai 1948 : Fin du mandat britannique, les troupes et l'administration britanniques quittent la Palestine. Israël déclare son indépendance. Pour s'assurer les voix juives lors de sa réélection, le président US Truman reconnaît Israël en tant qu'État indépendant.

sations sionistes du monde entier et de l'énorme aide militaire des États-Unis, qui s'élève à près de cinq milliards de dollars par an.

Le mélange entre cette forme particulière de financement et de l'importance donnée à l'acquisition de terres liées entre elles ont été à la base de la stratégie connue sous le terme de « conquête du travail » (Avoda Ivrit). Dans le domaine du travail et de l'économie, il s'agissait de mettre sur pied un secteur juif, séparé de la population arabe indigène. A partir de 1905, ce concept a été introduit par l'organisation juive de travailleurs Hapoel Hatzair, puis repris peu après avec enthousiasme par l'Organisation mondiale du sionisme, créée en 1901. Les classes sociales palestiniennes les plus défavorisées étaient systématiquement mises à l'écart par les colons sionistes. Histadrut, une organisation similaire à un syndicat, à la fois des travailleurs et travailleuses et des entrepreneurs juifs, excluait la possibilité d'affiliation de membres palestiniens. Dans ce domaine aussi, le rationalisme économique et la compétitivité face au secteur arabe n'avaient au début aucune priorité. Lorsque cela était nécessaire, les coûts correspondants générés étaient pris en charge par les sponsors du Mouvement sioniste international. A la longue, ce secteur séparé, sans lequel ni le mouvement des kibboutz ni l'État juif n'auraient été viables, a retiré à l'économie arabe indigène ses moyens de subsistance. Cette politique était soutenue par la Grande-Bretagne, qui prévoyait explicitement dans l'article 6 du contrat de mandat, en lien avec la promesse de la déclaration de Balfour, la facilitation de l'immigration juive, son implantation et la « culture intensive » du pays, en collaboration avec l'Agence juive.

Concept rigoureux de dépossession

Dans les aspects cités, qui caractérisent spécifiquement le sionisme, Wolfe voit une exacerbation des pratiques d'implantation coloniale. En Palestine, ces dernières ont été pour-

suives en usant d'un concept rigoureusement planifié de dépossession de la population indigène, déjà une demi-année avant la Nakba. La part de terres que le mouvement sioniste a pu acquérir jusqu'en 1947 n'était pas particulièrement importante. En s'appuyant sur le capital historique apporté des métropoles et la combinaison entre l'exclusivité ethnique et le financement non lié à des critères de rentabilité, un ensemble de terres reliées entre elles a pu être créé, qui a été le précurseur de l'État à venir sur le territoire du mandat qu'était alors la Palestine. La votation relative au plan de partage et au retrait imminent des Britanniques ont offert une occasion bienvenue de se rapprocher à grands pas de la conquête du pays, cette fois avec des moyens militaires, tout en maintenant l'objectif d'une société ethnico-religieuse exclusive. Pour citer encore une fois Wolfe : « Dans ce contexte, la Nakba signifiait juste une accélération du [...] processus de dépossession de la population indigène de Palestine, qui n'avait été auparavant possible que dans un mode ralenti, afin de construire un État colonial propre. »

Sources

Michael R. Fischbach, Die Katastrophe von 1948, in: Palästina und die Palästinenser, 2011, bit.ly/2x3stuQ
Patrick Wolfe: Purchase by other Means, The Palestine Nakba and Zionist's Conquest of Economics. 2013 bit.ly/2wZDOi6

Parmi les expert-e-s palestiniens qui ont effectué des recherches sur la dimension économique de la Nakba, nous citerons notamment l'économiste Yusuf al-Sayigh ainsi que Salman Abu Sitta. Ce dernier a édité Atlas of Palestine 1948 (London 2004). Voir aussi son site Internet www.plands.org.

L'« État des Juifs » de Herzl et les racines colonialistes du sionisme

Alan da Luz

Theodor Herzl a donné sa base à l'idéologie sioniste qui a mené à la Nakba : Tout d'abord en 1895 avec son livre « Der Judenstaat », par la suite avec l'organisation, en 1897, du Premier congrès sioniste à Bâle. Les plans développés par Herzl constituent le fondement de tous les événements qui ont conduit à la dépossession du peuple palestinien telle qu'elle existe aujourd'hui.



Le mouvement sioniste né à la fin du 19ème siècle, après avoir déclaré que l'assimilation des juifs/juives n'était pas possible, a développé le concept selon lequel les juifs/juives, formant supposément une nation, devaient avoir un pays pour eux/elles. Dans « L'État des Juifs », Theodor Herzl appelle à la fondation d'un État juif en Palestine. En lisant ce livre, on est frappé de constater que Herzl ignore complètement tant le fait qu'une population palestinienne vivait déjà dans les territoires choisis pour fonder le futur État juif que la question des droits de cette population au sein de cet État : Les immigré-e-s juifs/juives, embryon du futur État, n'auront qu'à prendre possession des territoires avec le soutien des puissances coloniales. Herzl

savait parfaitement que les territoires convoités étaient déjà habités, mais cela ne l'intéressait pas : Ce qui l'intéressait c'était de construire l'État juif, ce qu'il décrit minutieusement dans son livre. Appliquant les recettes du colonialisme, il imagine que l'on peut très bien tracer de nouvelles frontières pour les territoires conquis, déposséder les populations indigènes, les déplacer ou les expulser à son gré pour faire place à des immigré-e-s qui remodeleront le pays dans leur intérêt. C'est exactement cette optique colonialiste qui a par exemple mené les colonialistes britanniques ou autres à exproprier les indigènes dans plusieurs pays africains tels que le Kenya, l'Afrique du Sud, le Zimbabwe etc. De la sorte, les colons se sont approprié

15 mai 1948 : Les troupes des pays arabes voisins, Égypte, Syrie, Liban, Jordanie et Irak, attaquent Israël. Israël poursuit le nettoyage ethnique des Palestiniens pendant le conflit.

17 mai 1948 : L'Union soviétique reconnaît à son tour Israël.

11 décembre 1948 : L'Assemblée générale de l'ONU accepte la résolution 194 qui, entre autres, reconnaît aux réfugiés palestiniens le droit au retour dans leur patrie.

1949 : La guerre se termine avec un accord de cessez-le-feu entre Israël et les pays arabes engagés dans le conflit. Le nettoyage ethnique se poursuit jusqu'à la fin effective du conflit en juillet et au-delà. Plus de 750'000 Palestiniens ont été chassé-e-s depuis 1947 et 531 villages et villes ont été vidés de leurs habitant-e-s.



de vastes territoires, parfois même des régions entières. En Palestine, ce procédé a été poussé à l'extrême.

Une idéologie enracinée dans le colonialisme du 19ème siècle

Ignorer l'existence de la population palestinienne et de ses droits est une constante du sionisme : Au fil du temps, ces idées ont évolué vers la négation ouverte tant de l'existence des Palestiniens que de leurs droits. Du « Judenstaat » aux slogans de l'actuel ministre des affaires étrangères Avigdor Lieberman¹ en passant par la phrase tristement célèbre de Golda Meir « There is no such thing as Palestinians » se dévoilent de manière répétée l'idéologie et les buts du sionisme.

Avec les thèses de Herzl et les décisions du Congrès de Bâle, le nettoyage ethnique réalisé lors de la Nakba était déjà contenu dans l'œuf. Il a été reconnu dès le début comme un but par le mouvement sioniste, pour être finalement mis en œuvre entre 1947 et 1949. Aujourd'hui encore, Israël continue d'appliquer cette politique, ce que les Palestiniens décrivent comme « ongoing Nakba ».

Depuis un siècle, les slogans favorisés des sionistes sur la Palestine, tels que « Un pays sans peuple pour un peuple sans pays » ou « Israël fait fleurir le désert » nourrissent le narratif sioniste du « pays vide ». Ces formules émettent même souvent des relents de parfum ouvertement colonialiste et raciste qui sous-entendent : « vide d'êtres humains qui méritent ce nom » ou suggèrent que la région était peuplée

d'« arabes errants (Bédouins) sans véritable liaison avec le pays ».²

L'itinéraire de la déclaration Balfour

Dans son livre, Herzl trace le plan d'un lobbying auprès des principales puissances coloniales pour obtenir un territoire pour les juifs/juives :

- La Palestine faisant alors partie de l'Empire ottoman, les sionistes essayèrent très tôt d'acquiescer le sultan turc Abdülhamid II à l'idée d'y établir un État des juifs/juives (Herzl a ainsi rencontré le Sultan deux fois entre 1897 et 1901).
- Comme l'Empire allemand était allié avec la Turquie, les sionistes ont aussi essayé de gagner l'empereur à l'idée et Herzl a eu une conversation avec lui en 1908 à Jérusalem.
- Mais bientôt, le mouvement sioniste se concentra sur la puissance coloniale dominante, l'Angleterre, d'autant plus que l'Empire ottoman finit par s'écrouler à la fin de la Première Guerre mondiale et que l'alliance germano-turque fut vaincue. Avec la déclaration Balfour, les efforts du sionisme finirent par porter leurs fruits.³

Conformément au Plan contenu dans l'« État des Juifs », l'Organisation sioniste mondiale (World Zionist Organization, WZO) fut fondée au Congrès de 1897. Une des missions centrales de cette organisation a toujours été de faire du lobbying auprès des puissances coloniales : Chaim Weizmann, un dirigeant sioniste qui vivait à Londres, était actif dans le mouvement sioniste depuis 1905 et fut élu président de la WZO en 1920. Il mena pendant de nombreuses années un

travail de propagande auprès du gouvernement britannique pour lui faire adopter le plan d'édifier un État juif en Palestine.

La déclaration signée par le ministre britannique des affaires étrangères Balfour en 1917 et qui dit que l'Angleterre « envisage favorablement l'établissement en Palestine d'un Foyer national pour le peuple juif » est pour une bonne part le résultat des efforts de Chaim Weizmann. Dès 1914, celui-ci avait gagné les principaux dirigeants anglais à la cause du Foyer juif en Palestine. Il est intéressant d'examiner la partie de la déclaration qui dit que « rien ne sera fait qui puisse porter atteinte aux droits civils et religieux des collectivités non juives existant en Palestine [...] » : Les Palestiniens n'apparaissent ici qu'en tant que « collectivités non juives » et non en tant que peuple ou population possédant sa propre identité et ses droits. Leur dépossession est déjà réalisée verbalement par le biais de la définition de la population palestinienne au sein du « Foyer national juif » comme « non juive ». Il faut voir la promesse de « protéger leurs droits », comme un élément de la propagande impérialiste/colonialiste qui fait briller devant les yeux des peuples des droits dont ils devraient jouir, mais qui seront ensuite foulés aux pieds dans la pratique. Des formules similaires à celles usées dans la déclaration Balfour furent aussi utilisées en 1922 dans le traité qui réglait le mandat britannique sur la Palestine.

Une partie intégrante des plans de la puissance coloniale britannique au Moyen Orient

Depuis 1908, on exploite des champs de pétrole au Moyen-Orient. En 1869, on avait déjà ouvert le canal de Suez qui était devenu une voie de communication importante. Cela explique pourquoi il était important pour les puissances victorieuses, l'Angleterre et la France, de se répartir, après le démembrement de l'Empire ottoman en 1917/18, les territoires jusqu'alors dominés par la Turquie : de larges portions de la Syrie (qui englobait alors le



Liban), de l'Iraq, de la Palestine, de la Jordanie et de l'Arabie saoudite. Dans ce processus, la Grande Bretagne s'est assurée la part du lion.

La transformation de la Palestine en un « Foyer pour le peuple juif » était partie intégrante de cette politique coloniale. Les Britanniques se firent attribuer par la Société des Nations (SdN)⁴ des mandats sur la Jordanie, l'Iraq et la Palestine. Dans la plupart des territoires sous mandat, ils installèrent sur le trône des princes de la tribu des Hachémides⁵, leurs alliés contre les Ottomans lors de la Première Guerre mondiale. De la sorte, ils disposaient d'un réseau d'alliés et d'agents au Moyen-Orient et pouvaient contrôler la région. Après une série de conférences internationales (San Remo, Sèvres, Lausanne, Paris), la SdN, en tant que précurseur de l'ONU, entérina la répartition des territoires entre les vainqueurs de la guerre et les mandats britanniques.

En Palestine, les Britanniques avaient choisi une autre solution que par exemple en Iraq, à savoir l'alliance qu'ils avaient forgée avec le mouvement sioniste dès 1914. C'est pourquoi les organisations sionistes ont pu très tôt – avec la bénédiction et sous la protection de la Grande Bretagne – installer en Palestine des migrants juifs/juives provenant en majorité de Pologne, de Russie et d'Ukraine. On laissa aux colons toute

liberté de former des milices et c'est ainsi que fut fondée la première organisation armée, la Haganah, en 1921. Les sionistes préparèrent avec les moyens les plus divers la conquête des territoires du mandat et l'expulsion de la population palestinienne indigène, ce qui fut accompli entre 1947 et 1949 avec le retrait des Britanniques et l'acceptation par l'ONU de la résolution 181 du 29 Novembre 1947. Ces deux événements ont créé de manière définitive les conditions pour la catastrophe en Palestine : la Nakba.

En conclusion, nous pouvons dire que l'origine de l'État d'Israël se trouve dans l'idéologie colonialiste dominante au 19ème siècle. Depuis le livre de Herzl, cette idéologie marque le sionisme comme un fil rouge. Elle fonde le droit à conquérir et coloniser des territoires sans aucune considération pour la population indigène – et au besoin à expulser ces populations de leur territoire.

L'analyse nous montre aussi qu'Israël est un produit de la répartition impérialiste du monde entre les grandes puissances. Depuis la déclaration Balfour, la Grande Bretagne a passé le flambeau de puissance impérialiste dominante aux Etats-Unis, mais Israël reste une partie importante d'un ordre mondial dominé par les grandes puissances occidentales.

La Nakba en chiffres

• *Entre 750'000 et 1 million est le nombre de Palestiniens expulsés par les milices paramilitaires sionistes puis par l'armée israélienne et devenus réfugiés durant la période 1947 – 1949 dans le cadre de la création d'Israël.*

• *Entre 250'000 et 350'000 est le nombre de Palestiniens chassés de leur patrie par les paramilitaires sionistes entre l'adoption du plan de partage de novembre 1947 et la déclaration d'indépendance d'Israël du 15 mai 1948. Cela avant le début de la guerre avec les pays arabes voisins.*

• *Environ 7 millions est le nombre de réfugiés et apatrides palestiniens en 2009, dont des survivants de la Nakba et leurs descendants. Ils vivent principalement en Cisjordanie et dans les pays arabes voisins comme le Liban, la Jordanie et la Syrie. Israël leur refuse le droit, pourtant reconnu internationalement, au retour dans leur pays d'origine, au prétexte qu'ils sont des non-juifs.*

• *Environ 150'000 est le nombre de Palestiniens qui sont restés en 1948 à l'intérieur des frontières établies par Israël. Beaucoup d'entre eux ont été déplacés à l'intérieur du pays. Ces Palestiniens, appelés parfois « Arabes israéliens », ont reçu la citoyenneté israélienne. Mais la plupart ont été déposés et placés sous la loi martiale jusqu'en 1966. A ce jour, environ 1,6 millions de Palestiniens vivent comme citoyens de 2e classe dans leur propre patrie. Plus de 50 lois discriminatoires s'appliquent à eux seuls en tant que non-juifs.*

1 Par exemple : « *Those [Israeli Arabs] who decide that their identity is Palestinian will be able to forfeit their Israeli citizenship and move and become citizens of the future Palestinian state.* » <http://reut.rs/2wXZ0m5>

2 Voir : Nur Masalha, *A Land without a people*, Faver & Faver 1997, en particulier pages 61f.

3 Texte de la Déclaration Balfour: « *Dear Lord Rothschild, I have much pleasure in conveying to you on behalf of His Majesty's Government, the following declaration of sympathy with Jewish Zionist aspirations which has been submitted to, and approved by, the Cabinet: His Majesty's Government view with favor the establishment in Palestine of a national home for the Jewish people, and will use their best endeavors to facilitate the achievement of this object, it being clearly understood that nothing shall be done which may prejudice the civil and religious rights of existing non-Jewish communities in Palestine or the rights and political status enjoyed by Jews in any other country.* »

4 La Société des Nations (SdN) était une organisation internationale dont le siège était à Genève. Elle est née de la Conférence de Paris sur la paix en 1920. On y a adopté les buts de « promouvoir la paix par l'arbitrage des conflits internationaux, promouvoir le désarmement international et la sécurité collective ». A la fin de la Seconde Guerre mondiale et après la fondation de l'ONU, les 34 membres de la SdN ont décidé de dissoudre la SdN avec effet immédiat.

5 Les Hachémides sont une tribu de la région du Hedjaz dans la péninsule arabique, originaire de La Mecque. La tribu est nommée d'après Haschem ibn 'Abd Manāf, l'arrière-grand-père du prophète Mohammed.

Souvenirs de la catastrophe

Roman Vonwil

En Europe, la Nakba n'est connue d'un public plus large que depuis les dernières décennies, entre autres grâce au travail des nouveaux historiens israéliens tels que Ilan Pappé et Benny Morris, qui ont remis en question le narratif sioniste jusqu'alors dominant. Dans la société palestinienne en revanche, une culture marquée du souvenir de cette catastrophe existe depuis bien longtemps. Cependant, la signification de la mémoire collective, qui occupe une place centrale dans l'identité nationale palestinienne, est en évolution.



Des histoires sur la Nakba et sur le temps d'avant l'expulsion existent dans presque toutes les familles palestiniennes, que ce soit en Israël, dans le territoire palestinien occupé ou au sein de la diaspora, et sont transmises de génération en génération. Ces souvenirs sont à la base de nombreuses biographies personnelles, constituant un lien, même chez des Palestiniens qui sont nés des dizaines d'années plus tard. Si vous demandez aujourd'hui à un·e Palestinien·ne d'où elle/il vient, la réponse sera souvent un endroit en Israël/Palestine, qui n'est souvent connu que par le biais des récits des parents et des grands-parents ou par de vieilles photographies, et non pas le lieu de naissance ou de domicile de

la personne. L'identité est intimement liée à l'endroit dont la famille a été chassée et à l'espoir d'y retourner.

Ces souvenirs racontés au sein des familles ne se limitent pas à l'acte de l'expulsion elle-même, mais décrivent une époque d'avant la catastrophe. Les endroits sont porteurs de tout ce qui a existé avant 1948 : de la terre et de la maison que l'on possédait, mais aussi de la vie sociale, des coutumes locales et de la culture. La rupture de la Nakba ne s'est pas limitée à la perte matérielle, mais bien plus à celle d'une communauté et d'un style de vie spécifique. Le fait de reprendre les récits permet de recréer virtuellement l'ensemble du pays qui a cessé d'exister avec la Nakba. Les villages et les villes disparus sont repeuplés

et la communauté est ramenée à la vie, du moins par la pensée.

Le narratif individuel comme sous-catégorie du narratif national

Les récits individuels sur le pays et l'expulsion composent ensemble un souvenir commun. Pour les Palestiniens, la Nakba est au centre d'une conscience collective et représente l'élément constitutif de la nation palestinienne, en tant qu'expérience partagée. Même si avant 1948 les habitant·e·s de Palestine se considéraient déjà comme Palestiniens, l'expulsion et la perte de la patrie physique ont non seulement déterminé leur destin, mais forment aussi depuis lors le noyau de leur identité nationale. Cependant, les souvenirs collectifs sont naturellement complexes et difficiles à saisir. Les personnes concernées n'ont pas toutes vécu la même chose et il existe aussi un grand nombre de souvenirs individuels divers, imbriqués les uns dans les autres et qui peuvent aussi être contradictoires. Selon la période et diverses influences, ce sont des souvenirs différents qui vont s'imposer dans un narratif collectif.

Peu d'années après la Nakba déjà, des intellectuel·le·s et des membres de l'élite palestinienne ont commencé à documenter les faits vécus par écrit. En même temps, une culture vivante des souvenirs a émergé dans les camps de réfugié·e·s, organisés selon les lieux d'origine et où des voisin·e·s se sont retrouvés dans un environnement totalement inconnu. Les réfugié·e·s se mirent à commémorer les anniversaires de la fuite de leur village ou de leur quartier, leur Nakba personnelle, les secteurs des camps furent nommés selon les lieux quittés et les traditions locales célébrées, telles que des fêtes de mariage ou des chansons.

La Nakba a pris plus d'importance politique lorsque le mouvement pan-palestinien s'est développé, prenant ses distances à l'égard des dirigeants arabes et des protecteurs autoproclamés des Palestiniens, tout en mettant en avant l'identité na-

tionale propre et la revendication du droit à l'autodétermination. Toutefois, la politisation de la mémoire collective a aussi signifié une focalisation du narratif dominant et son orientation vers des buts politiques. Lors de son apogée, dans les années 60 et 70, l'OLP a marqué de manière déterminante la présentation publique de la Nakba et donc de la mémoire collective. À quelques exceptions près – notamment la représentation de la Palestine comme femme –, une symbolique masculine, héroïque, était affichée.¹ Ainsi, les récits des femmes ont été automatiquement marginalisés. De plus, la récupération de la mémoire collective de la Nakba à des fins politiques a entraîné sa standardisation. Certaines expériences personnelles n'avaient plus leur place si elles ne correspondaient pas à l'image souhaitée et ont été mises de côté. Les histoires de Palestiniens qui ont quitté leur pays volontairement ou qui ont même coopéré avec les sionistes ont été passées sous silence.

En Israël, ni l'État ni la majorité des citoyen·ne·s juifs/juives ne reconnaissent la Nakba. Son souvenir de la Nakba vise à être effacé par une campagne étatique massive. Ainsi, par exemple, depuis 2011, des institutions, y compris des communes palestiniennes, sont sanctionnées pour l'organisation de commémorations, par le biais de la « loi de la Nakba ». La signification qui en résulte pour la culture de la mémoire palestinienne et le rôle que la Nakba joue dans la résistance contre le narratif sioniste, hégémonique et dominant, mériteraient également d'être traités de manière détaillée.

Post-Oslo : signification croissante de l'histoire orale

La politique nationale de l'OLP s'est de plus en plus concentrée sur la création d'un État palestinien dans le territoire palestinien occupé depuis 1967. Ce développement a atteint son point culminant lors du processus d'Oslo, où la question des réfugié·e·s, du droit au retour, a été entièrement évincée. La grande majorité des réfugié·e·s palestinien·e·s vivant dans les pays environnants et dans le monde entier, mais aussi des déplacé·e·s internes, qui vivent aujourd'hui en Israël, ont ainsi été exclus d'une solution possible. Les documents secrets relatifs aux négociations entre l'Autorité palestinienne et Israël, qui ont été ultérieurement divulgués, ont montré que l'OLP était prête à sacrifier en grande partie le droit au retour.² Le souvenir de la Nakba étant toujours lié aussi à l'espoir et à la revendication du retour, cette politique a été en contradiction avec la culture officielle du souvenir professée et a miné sa signification pour les victimes de la Nakba et pour leur descendance.

En même temps, l'intérêt pour l'histoire orale³ de la Nakba est allé croissant. Au plus tard au milieu des années 80, les premiers projets de documentation, et de publication de souvenirs et de récits individuels sont nés.⁴ Ces mouvements grassroots, souvent issus des camps de réfugié·e·s, ont comblé à partir « d'en bas » le vide créé par la concentration sur le narratif de l'élite palestinienne et par la récupération politique de la mémoire par l'OLP. Ils ont aussi pour objectif déclaré de saisir la mémoire collective dans toute sa complexité.

• *Au moins deux douzaines est le nombre de massacres de civils palestiniens commis par les milices sionistes et les troupes israéliennes, provoquant l'effroi, la fuite et l'exode massif des Palestiniens hors de leur patrie.*

• *Environ 100 est le nombre de civils palestiniens, hommes, femmes et enfants du village de Deir Yassin près de Jérusalem assassinés le 9 avril 1948 par des membres de l'Irgoun/la bande Stern, organisation sioniste terroriste dirigée par les futurs premiers ministres Menahem Begin et Yitzhak Shamir.*

• *Plus de 400 est le nombre de villes et villages palestiniens détruits systématiquement par les troupes israéliennes entre 1948 et 1950 et repeuplés par des habitants d'origine juive. La plupart des centres de vie palestiniens, en particuliers les maisons et quartiers d'habitation, les commerces, les sites religieux et les centres-villes, ont été détruits de manière à empêcher leurs anciens habitants d'y revenir.*

• *1'717'800 est le nombre d'hectares de terres palestiniennes confisquées par Israël au moment ou immédiatement après la création de l'état en 1948.*

• *Entre 100 et 200 milliards de dollars US est la valeur actuelle estimée des propriétés palestiniennes confisquées au moment de la création de l'État d'Israël.*

1 Par exemple le poster conçu pour le 15 mai 1976, jour de commémoration de la Nakba. L'organisation Fatah l'a appelé la « Journée de la lutte palestinienne ». Il est intéressant de noter qu'elle ne mentionne pas du tout le nom de Nakba dans sa propagande officielle: bit.ly/2jn6dJq

2 Les documents ont été publiés par Al Jazeera et peuvent être lus en français dans l'ouvrage *Il n'y aura pas d'État palestinien* de Ziyad Clot. Les représentant·e·s des Palestiniens y auraient consenti au retour de seulement 10 000 réfugié·e·s. Voir www.aljazeera.com/palestinepapers/

3 Cette méthode de science historique consiste à représenter et interpréter des informations fondées sur l'expérience et l'opinion personnelles de témoins.

4 Par exemple Rosemary Sayigh: *Palestinians: From Peasants to Revolutionaries*.

Impressum

Palestine Info Novembre 2017, tirage all. 2300 ex., fr. 1000 ex.
Editeur : Palästina-Solidarität Region Basel, BP 4020, 4002 Bâle
Traductions : Feyrouz Ounaies, Karin Vogt et autres
Révision : Roland Hoen
Mise en page : Georg Iliev, popolo GmbH

www.palaestina-info.ch info@palaestina-info.ch

Merci pour vos dons, CCP 40-756856-2

Ainsi, les « Nakba Archives », contenant des récits des camps de réfugié·e·s au Liban, ont pour but « d’être témoins, d’une façon qui n’est pas marquée par la symbolique politique mais par les rythmes du souvenir personnel ». Il s’agit non seulement de compléter la documentation écrite lacunaire de la Nakba, mais surtout de donner l’opportunité aux réfugié·e·s d’élaborer leurs propres récits de manière autonome.

Il existe aujourd’hui en grand nombre de telles initiatives, qui placent des témoins de l’époque au centre et qui préservent leurs récits. Elles vont de l’enregistrement de brefs entretiens à des livres commémoratifs sur des villages, dans lesquels des auteur·e·s décrivent la vie et l’architecture du village, parfois jusque dans le moindre détail. De nombreux projets profitent aussi des possibilités offertes par Internet et les médias sociaux, pour rendre les souvenirs accessibles à un large public. Avec sa documentation de la Nakba s’adressant explicitement à un public juif en Israël, l’organisation Zochrot joue un rôle particulier. Son objectif



est de reconnaître la responsabilité israélienne dans les expulsions, plaçant concrètement pour le droit au retour.

Grâce à ce développement, les narratifs sont redevenus plus riches. Mais l’importance de cette tendance va au-delà : de nombreux projets d’histoire orale sont envisagés comme une combinaison de travail de documentation et de plaidoyers pour les droits des Palestinien·ne·s, et renforcent ainsi l’importance du souvenir de la Nakba dans le cadre de la lutte pour l’auto-détermination.

« Rendre le souvenir fertile »

La mémoire collective et les fêtes de commémoration publique qui la célèbrent jouent un rôle central dans de nombreuses luttes de libération anticoloniales. Elles déterminent la manière dont le présent est conçu et marquent la cristallisation de visions pour l’avenir. En tant qu’expérience commune et noyau de la conscience collective, la Nakba a le potentiel de relier les groupes de population palestiniens vivant aujourd’hui séparés: les Palestinien·ne·s citoyen·ne·s d’Israël, les réfugié·e·s vivant dans le territoire

occupé, dans les pays arabes environnants et partout dans le monde. Une génération plus jeune d’activistes de tous ces groupes reconnaît et exploite ce potentiel pour l’élaboration d’objectifs politiques dans leurs communautés respectives. Ainsi, la « Marche du retour » vers des villages palestiniens détruits, qui est effectuée chaque année en Israël, est utilisée pour mobiliser une résistance pacifique contre l’apartheid israélien et pour attirer l’attention sur le thème des « déplacé·e·s internes ». Cette mobilisation autour de la Nakba relie la population palestinienne, auparavant isolée derrière la ligne verte, avec d’autres groupes palestiniens, à l’intérieur et à l’extérieur de la Palestine historique. Un autre exemple a été fourni lors du 63e anniversaire de la Nakba, lorsque de jeunes Palestinien·ne·s de Syrie ont franchi la frontière du Golan occupé, pour un retour symbolique, et ont été accueillis chaleureusement de l’autre côté par les habitant·e·s de Majdal Shams. Ce serait ainsi que se créent de nouveaux liens, de la solidarité et des luttes communes, tout autour du souvenir commun de la Nakba.

Littérature

Ahmad H. Sa’di & Lila Abu-Lughod : Nakba. Palestine, 1948, and the Claims of Memory
Nur Masalha : The Palestine Nakba. Decolonising History, Narrating the Subaltern, Reclaiming Memory.
Anaheed Al-Hardan : Palestinians in Syria. Nakba Memories of Shattered Communities.



Le prix Al-Awda est décerné chaque année pour des projets culturels qui traitent de la Nakba. Organisée par l’ONG Badil, ce concours est un exemple de promotion de la mémoire collective « d’en bas ». Les affiches de cette page ont été primées dans la catégorie « Meilleure affiche ». bitl.ly/evVZNFk